

*Questions orales***M. REID—LA DATE DE L'ENTRETIEN, MENTIONNÉ DANS LA LETTRE DU 19 DÉCEMBRE, AVEC LES FONCTIONNAIRES MINISTÉRIELS AU SUJET DE LA TAXE SUR LES EMBARCATIONS**

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Si je pose cette question, c'est parce que dans la lettre que le secrétaire parlementaire, le député de Kenora-Rainy River, a écrite le 19 décembre 1974, il y a le paragraphe suivant:

Je conviens avec vous que la disposition devrait s'appliquer aux motoneiges. J'en ai parlé aux fonctionnaires du ministère des Finances de même qu'au ministre, et je crois comprendre qu'ils allégeront probablement la taxe d'accise sur les bateaux, mais non sur les moteurs...

Cette lettre a été adressée à M. Garth N. Nelson, président de Nelson's Leisureland. Voici les questions que je pose au secrétaire parlementaire: quand avez-vous eu cet entretien, quels propos ont été tenus au cours de la discussion dont découle cette lettre dans laquelle vous faites nettement une telle prédiction?

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, j'ai écrit cette lettre le 19 décembre. C'est la date qui figure sur la lettre. Je l'ai écrite à la suite d'un travail assez intensif accompli dans un bref délai et j'ai porté un jugement sur ce qui se passerait. Un commettant s'était adressé à moi et m'avait demandé ce qui, selon moi, se passerait. Je lui ai donné mon avis. C'était strictement mon opinion. Soit dit en passant, il ne m'a pas cru.

Des voix: Bravo!

M. Reid: Il ne m'a pas cru. Je devrais signaler, je crois, monsieur l'Orateur, que j'avais dit au ministre à la Chambre combien injuste je trouvais cette taxe prélevée des fabricants de petites embarcations ainsi que des détaillants et des propriétaires de navires dans ma circonscription et je l'ai fait de concert avec de nombreux députés de chaque côté de la Chambre.

A mon avis, si un commettant me demande de lui faire connaître mon impression de ce qui se produira probablement à la Chambre, je manquerais à mon devoir de député si je refusais de le faire profiter de mon avis.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**LE SINISTRE DE SPRINGHILL—LES MESURES DE SECOURS ENVISAGÉES**

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Peut-il informer la Chambre des démarches qu'il a faites à la suite du désastreux incendie qui a frappé Springhill? Quelles mesures prendra-t-il lui ou son ministère, de concert avec d'autres ministères, afin de relever le secteur des affaires de cette localité? Je tiens à remercier le ministre du dynamisme dont il a fait preuve en venant en aide aux gens de la localité sinistrée.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je vais essayer de répondre à cette question en donnant autant de détails que le permet la période des questions, quitte à revenir plus tard sur le sujet.

Il a déjà été question de consultations avec le solliciteur général en vue de doter la région d'un petit établissement

[M. Reid.]

à sécurité moyenne ou d'une partie du service pénitentiaire. Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et moi-même avons discuté de la question de lancer prématurément des programmes d'initiatives locales pour créer immédiatement des emplois. Hier soir, j'ai rencontré M. Kent, de la Société de développement du Cap-Breton, pas à titre officiel, mais en raison de sa compétence dans ce domaine. L'accord de prospection minière que nous avons conclu avec la Nouvelle-Écosse nous autorise à affecter certaines sommes pour décider si l'exploitation de nouvelles mines peut être entreprise dans des localités comme Springhill. En outre, j'étudie en ce moment un projet d'encouragement, et je crois que le député en est au courant. Je demanderai qu'on accélère l'étude de ce projet. J'attends des nouvelles du gouvernement de la Nouvelle-Écosse depuis la réunion de son cabinet mardi, pour voir quelles demandes il fera au juste, s'il en est, et je m'empresserai d'en aviser le député.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES**M. REID—LA LETTRE DU 19 DÉCEMBRE RELATIVE À LA MODIFICATION DE LA TAXE SUR LES EMBARCATIONS—DEMANDE DE PRÉCISIONS**

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au président du Conseil privé et, par son intermédiaire, au secrétaire parlementaire. Le secrétaire parlementaire pourrait-il nous dire ce qu'il entendait par les mots suivants dans la lettre qu'il a écrite le 19 décembre à M. Garth N. Nelson, l'un de ses commettants:

J'en ai parlé aux fonctionnaires du ministère des Finances de même qu'au ministre...

Qu'est-ce que cela veut dire? Veut-il dire qu'il a parlé au nom des électeurs, au Parlement? Veut-il dire quelque chose de ce genre, ou veut-il dire qu'il a consulté des fonctionnaires et le ministre sur cette question?

M. l'Orateur: A l'ordre. Sans vouloir offenser le député, j'ai l'impression que le secrétaire parlementaire vient de répondre à une question analogue que lui a posée le député de Calgary-Nord.

M. REID—DEMANDE DE CONSULTATIONS AU SUJET DU RENVOI DE LA QUESTION DE PRIVILÈGE AU COMITÉ PERMANENT

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire au président du Conseil privé. Comme le secrétaire parlementaire a déclaré fort judicieusement que dans certaines circonstances la question globale devrait être soumise au comité permanent des privilèges et élections, puis-je demander au président du Conseil privé, compte tenu de l'importance des implications de cette question, de consulter d'autres personnes de ce côté-ci de la Chambre sur les termes véritables dans lesquels se pose la question?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, mon secrétaire parlementaire, si j'ai bien compris sa question, parlait d'un article paru dans la *Gazette* de Montréal où figuraient un certain nombre d'affirmations, et qui déclarait entre autre que mon secrétaire parlementaire avait eu accès à certains secrets budgétaires avant la présentation du budget. Il a à juste titre posé la